

15 mars 2013

Faut-il livrer des armes à l'opposition syrienne ? Et quelques autres questions sur la crise.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

En harmonie avec Londres, M. Fabius nous avertit que la France doit se préparer à livrer des armes à l'opposition syrienne. Les 27 ne s'étant pas mis d'accord à Bruxelles, les deux capitales seraient prêtes à s'affranchir de l'embargo européen et à agir seules. Nous déplorons tous le manque d'Europe ; et la faiblesse de la réponse européenne à la crise au Mali vient encore souligner l'insuffisance d'une véritable politique étrangère européenne. Faut-il pour autant faire voler en éclat ce qu'il nous reste de consensus ? Londres ne voit manifestement aucun inconvénient à affaiblir Bruxelles ; mais est-ce notre intérêt ? La question est d'autant plus pertinente que le Ministre allemand vient de prendre position contre la proposition franco-britannique.

Le débat d'opinion qui vient de s'engager à Londres sur l'opportunité de ces livraisons d'armes touche désormais Paris ; c'est heureux. L'argument avancé par M. Cameron et de M. Hague est qu'il faut bien permettre à l'opposition de se défendre. Puisque les Russes et les Iraniens continuent à fournir des armes à Damas, il faut bien que l'ALS puisse en recevoir elle aussi. C'est tellement logique qu'on peut s'étonner de n'y avoir pas pensé plus tôt.

On peut déjà répondre que c'est déjà le cas. Comme la presse l'a abondamment rapporté, des armes ont récemment transité par la Croatie. Il est d'ailleurs étrange de constater que le premier acte international du nouvel Etat membre de l'UE a précisément été de violer l'embargo européen. Si personne ne s'en inquiète c'est probablement que ce n'est pas grave.

Mais surtout l'argument en faveur des livraisons d'armes est affecté d'une faiblesse fondamentale : dès lors qu'il y aura plus d'armes du côté de l'opposition on voit mal comment Damas n'en recevrait pas également d'avantage de la part de ses alliés, russes et iraniens. La population syrienne risque fort d'en faire les frais. C'est pourquoi certains syriens de l'opposition et non des moindres ont exprimé des doutes sur la pertinence de cette approche.

Dans le même temps, Londres et Paris se rapprochent de Moscou afin de rechercher ensemble une solution politique, ce qui pourrait paraître contradictoire avec la décision d'armer l'opposition. Certes pourra-t-on dire, l'évidence selon laquelle Moscou doit-être partie à la solution est en train de s'imposer. Que de temps perdu à diaboliser Moscou, à tenter de contourner les Russes au lieu de parler avec eux ! Il ne s'agit pas de donner quitus à M. Poutine, mais de reconnaître la réalité du rapport de forces qui veut que rien ne pourra être fait sans lui.

On est peut-être en train d'arriver à un tournant. La question est aussi de savoir ce que nous voulons et de savoir quels sont les intérêts que nous voulons défendre.

Faute d'avoir une réponse claire à ces questions, il faut donc s'interroger sur les objectifs de nos alliés du Golfe, Arabie saoudite et Qatar qui ont le mérite d'une certaine clarté. Ces objectifs sont essentiellement au nombre de trois : mettre au pouvoir à Damas un gouvernement de type Frères Musulmans afin d'établir une domination sunnite fondamentaliste et éviter la contagion toujours possible d'un état laïc arabe; couper la Syrie et le Liban de l'influence iranienne ; enfin probablement, trouver un débouché sur la Méditerranée pour le gaz, qui permette de contourner les aléas du Golfe persique toujours sous la menace de l'Iran. Pour ces pays, le sort de la Syrie s'analyse au regard de ces objectifs ; c'est leur intérêt qui compte et les déclarations des Qatariens sur les souffrances des

populations syriennes doivent être relativisées comme le montre amplement le soutien apporté aux combattants djihadistes.

Qatar s'est particulièrement mis en avant. L'Emirat plaide depuis des mois pour une intervention ; il finance des armes et envoie des combattants djihadistes sur le terrain. Moins visible, l'Arabie saoudite fait de même. La Turquie également. Par ailleurs Doha joue de toute son influence pour imposer internationalement la Coalition de l'opposition tout en s'imposant à elle ; c'est à son insistance que la Coalition va se voir offrir le siège de la Syrie à la Ligue Arabe lors du sommet qui se tiendra à la fin du mois. Mais cette insistance même fait désormais peser un fort risque d'éclatement sur la Coalition.

De tels intérêts sont-ils compatibles avec les nôtres ? Sur la promotion des Frères Musulmans, nous pourrions théoriquement être neutres, mais les exemples récents en Libye en Tunisie et au Mali, devraient nous inciter à une grande prudence. L'idéologie des Frères apparaît désormais anti-occidentale, tandis que les djihadistes qui sont de plus en plus présents sur le terrain en Syrie constituent une menace également pour nous ; et ce n'est pas l'annonce récente de la liaison entre Jamal al Nusra et la branche irakienne d'AQMI qui va pouvoir nous rassurer. M. Kerry peut bien déclarer que les armes qui seront livrées par les pays du Golfe n'iront pas dans de mauvaises mains ; cela sonne comme une étrange plaisanterie.

Sur le plan politique, l'échec des Frères n'est probablement plus très éloigné en Egypte, ce qui pourrait annoncer le début d'un rejet dans le monde arabe qui nous est le plus proche. M. Kerry vient de constater lui-même au Caire combien le soutien apporté à M. Morsi est dommageable pour l'image des Etats Unis. C'est une leçon que nous aurions probablement tort d'ignorer.

L'argument consistant à contrer l'influence iranienne est plus complexe. En principe nous ne pouvons qu'y être favorable, sauf qu'en voulant exclure l'Iran nous risquons fort de le remettre au centre du jeu. Il a des intérêts que rien ne sert de vouloir ignorer. M. Koffi Annan l'avait dit et il n'a pas plus ; mais il n'avait probablement pas tort. C'est le seul allié de Moscou dans la région et dès qu'on parle avec les Russes la question de l'Iran reviendra sur le terrain.

Enfin la question du gaz. La question est certes hypothétique mais elle est évoquée à intervalle régulier par la presse internationale ; autant ne pas l'ignorer. On peut comprendre les préoccupations qatariennes, mais valent-elles la poursuite des destructions en Syrie, voire le risque d'éclatement du pays ? L'Iran est également présent sur le dossier du gaz et en position de concurrent du Qatar : Damas et Téhéran ont naguère signé un accord pour la construction d'un gazoduc pour acheminer le gaz iranien en Méditerranée. Alors que les négociations à 5+1 ont pour objectif de trouver une solution au dossier nucléaire iranien est-il inopportun de nous demander ce qui se passerait sur le dossier syrien si Téhéran redevenait à nouveau fréquentable ? Un certain degré de présence iranienne dans la région qui permettrait d'équilibrer celle du Golfe serait-il contraire à nos intérêts ?

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)